



SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE 1^{er} DECEMBRE 2022

DECISION N° 2022-104-DB

Le premier décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guilliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 25 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE (de 094 à 096), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 094 à 099), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 094 à 109), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Jean-Philippe RETIF, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD, Michel PATTE à Jérôme HARRAULT (de 097 à 118), Sophie TUBIANA à Grégory PIERRE (de 100 à 118)

Secrétaire de séance : Eric TOURON

	DB 094 à 096	DB 097 à 099	DB 100 à 109	DB 110 à 118
Effectif statutaire	52	52	52	52
Membres en exercice	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27
Présents	40	39	38	37
Absents - Excusés	12	13	14	15
Pouvoirs	1	2	3	3
Votants	41	41	41	40

REGLEMENT D'UTILISATION DES BOX A VELOS / TROTINETTES INDIVIDUELS SECURISES EN LIBRE-SERVICE

En 2022, 13 box à vélo / trottinette individuels en libre-service et sécurisés sont installés ou seront installés sur des lieux d'intérêt communautaire (proche arrêt de bus, bâtiments communautaires, aire de covoiturage).

Ces consignes individuelles permettent de stationner un vélo ou une trottinette dans un box fermé, à l'abri, et dans lequel il est possible de déposer également ses équipements de sécurité. La porte de chaque consigne est verrouillée par l'usager par son propre antivol. Le vélo ou la trottinette peut être également cadenassé à l'intérieur.

Ce déploiement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre :

- du schéma de développement des mobilités approuvé par la délibération n°2021-069-DC du 29 juin 2021 et notamment dans sa fiche action 5 (optimiser les réseaux de transports collectifs existants, structurer l'intermodalité et répondre aux besoins actuels)

et du schéma directeur cyclable approuvé par la délibération n°2021-070-DC du 29 juin 2021 et notamment au titre de la fiche 3 de l'axe 2 - développer les services de l'écosystème vélo (augmenter le stationnement vélo et les points de réparation).

Le stationnement dans une consigne individuelle est plus adapté aux parkings de covoiturage, d'arrêts de bus ou proches d'une gare sur lesquels les vélos ou trottinettes sont souvent stationnés sur une plus longue durée (journée entière), parfois en soirée ou la nuit, et donc plus exposés aux vols, dégradations ou intempéries.

Le stationnement dans une consigne individuelle est également adapté pour une période plus courte, proche d'un équipement d'intérêt communautaire, une piscine par exemple, pour permettre le stockage du vélo ainsi que les accessoires dans un lieu sécurisé.

L'objectif est d'encourager les usagers à rejoindre ces lieux à vélo ou trottinette et non en voiture. Au-delà des avantages individuels liés à l'usage du vélo ou de la trottinette (santé, coût, temps), l'acheminement à vélo ou en trottinette de ces lieux structurants participe à la diminution du trafic automobile.

Il est nécessaire que l'Agglomération approuve un règlement d'utilisation des consignes afin d'en garantir une bonne utilisation. Ce règlement, ci-annexé, sera affiché à l'intérieur des box et applicable dès leur mise en service.

Les points importants du règlement d'utilisation proposé sont les suivants :

- Les consignes sont mises à disposition gratuitement ;
- Leur utilisation implique l'acceptation du règlement ;
- Le vélo ou la trottinette et/ou les accessoires stationnés dans une consigne sont sous la responsabilité de leur propriétaire ou locataire ;
- Il est interdit de poser un cadenas sur la porte d'une consigne inoccupée. La commune concernée procédera à la neutralisation du système de verrouillage irrégulier.
- L'occupation d'une consigne ne peut pas excéder 4 jours consécutifs sous peine de consignation du vélo ou de la trottinette et les éventuels accessoires par la commune concernée.

Il est ainsi proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération d'approuver le règlement d'utilisation des box à vélo / trottinette individuels et sécurisés en libre-service en tenant compte des principes cités ci-dessus dès la mise en service de ces consignes.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération 2021-069-DC du 29 juin 2021 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire adoptant le schéma de développement des mobilités de la collectivité ;

Vu la délibération 2021-070-DC du 29 juin 2021 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire adoptant le schéma directeur cyclable de la collectivité ;

Vu l'avis favorable de la commission mobilités du 10 novembre 2022 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, est compétente en matière de développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants ;

Considérant que la mise à disposition en libre-service des box à vélos ou trottinettes sécurisés participe au changement d'habitudes de déplacements et favorise de fait les déplacements alternatifs, pour une mobilité multimodale et durable ;

Considérant que cette mise à disposition nécessite d'être réglementée dans ses usages ;

Aussi,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le règlement d'utilisation des box à vélo / trottinette individuels et sécurisés en libre-service joint à la présente délibération applicable dès la mise en place des consignes.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »